Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 27 FEVRIER 1979 - N° 862 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

LA RIPOSTE EXEMPLAIRE DE LONGWY

- **Après la large mobilisation de samedi, les sidérurgistes prêts à répondre à toute nouvelle agression**
- **De nouvelles initiatives en préparation**

Les travailleurs longoviciens ripostent énergiquement à l'agression policière.

Samedi et dimanche, la France du chômage, la France qui lutte avait le regard fixé sur Longwy. A nouveau les travailleurs longoviens n'ont pas déçus ceux qui se reconnaissent dans chacune de leurs actions.

Leur esprit d'initiative, leur fermeté, leur efficacité font d'eux un exemple dans la difficile lutte contre le chômage. Ils sont la preuve que des victoires peuvent être arrachées !

Elargir les actions efficaces, c'est possible. Quelle plus belle démonstration pouvait en être fournie que cette occupation du relais de télévision est la riposte déterminée qui a suivi l'agression policière.

Lire notre reportage en page 4 et 5

Les oppositionnels du PCF s'organisent pour le 23e congrès

Plusieurs dizaines de militants oppositionnels du PCF se sont réunis samedi et dimanche. Ils ont émis une protestation contre la publication par *L'Humanité* de placards publicitaires vantant les mérites du «socialisme» tchécoslovaque. C'est la première fois que les oppositionnels du PCF annoncent publiquement qu'ils se réunissent entre eux ; un fait important à l'approche du 23e congrès de ce parti.

Lire en page 3

Marchais en croisade pour les centrales nucléaires

Jeudi et vendredi derniers, Marchais est venu en Bretagne faire l'apologie des centrales nucléaires. Une tâche difficile pour lui dans une région qui a vu des mobilisations importantes contre l'implantation des centrales, au point qu'il devait dire : «*Les Bretons n'ont pas que des qualités...*» Ses positions trop ouvertement pro-nucléaires, mettaient d'ailleurs dans l'embarras ses propres élus locaux, qui avaient dû tenir un langage plus circonspect sur la question, en raison de l'ampleur de la protestation populaire.

Lire en page 3

Iran : référendum le 21 mars

Le Premier ministre iranien Bazargan a annoncé que son gouvernement intérimaire organiserait un référendum sur la république islamique le 21 mars.

Lire en page 7

MANIFESTATION DES ELEVEURS DE PORC

Ce lundi matin, les éleveurs de porc bloquaient les frontières de la mer du Nord à la frontière suisse. Leur objectif : protester contre les importations massives de porc d'Allemagne et de Hollande, qui arrivent sur le marché français à des prix concurrentiels, en raison du mécanisme des montants compensatoires. Les éleveurs exigent la suppression des montants compensatoires : ils tentent ainsi de faire pression sur les négociations entre la France et l'Allemagne sur le système monétaire européen. Depuis le début de ces négociations, le gouvernement promet que les montants compensatoires seront supprimés... un jour. Les éleveurs en ont eu assez d'attendre.

ESPAGNE : la démocratie au pied du mur !

Défense de la langue basque

Un reportage de Frédéric FERRER

«C'EST UNE SOLUTION POLITIQUE QU'IL NOUS FAUT»

«*Quand j'étais gosse*, dit Kepa, *j'ai été battu pour avoir parlé la langue basque ; aujourd'hui je l'enseigne dans une école*». L'école de Kepa, où nous sommes réunis avec quelques professeurs, c'est l'ikastola d'Oyarzun, une petite ville de quelques milliers d'habitants en Guipuzcoa. Récemment urbanisée pour accueillir les ouvriers de la ville proche de Renteria, elle a gardé l'aspect traditionnel du village basque, ses ensembles modernes s'étalent de colline en colline sur le paysage vert valonné si caractéristiques d'Euskadi. L'ikastola est abritée par un bâtiment en béton armé de conception économique mais assez grand.

Ici, de la maternelle au premier cycle du secondaire inclus, toutes les disciplines sont enseignées dans la langue d'Euskadi, celle d'Oyarzun à 100 % : l'euskara.

Après avoir été la terre promise des régions sous-développées d'Espagne, Euskadi-Sud connaît un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale (en un an, il a progressé de 30 %). La Constitution qui a été massivement contestée par plus de 50 % d'abstentions et de non, en décembre, n'a intégré aucun des amendements défendus par les parlementaires nationalistes. L'organe de pré-autonomie, le Conseil Général Basque * est lui-même une structure vide qui ne détient aucune parcelle du pouvoir d'Etat. Si l'on ajoute que la présence policière n'a jamais été si intense et les attentats si nombreux, on comprend que le désenchantement sensible sur tout le territoire, se fait ici sentir avec force.

Dans une campagne électorale amorcée sans enthousiasme, ce sont certainement les nationalistes de Herri Batasuna* (1) qui se font le meilleur écho du pessimisme ambiant. D'occupation de locaux administratifs en meetings mouvementés, ils martèlent leur propagande d'affirmations péremptoires. «*La démocratie n'a pas pénétré en Euskadi-Sud, il est maintenant super démontré que la réforme Suarez ne peut rien nous apporter*» explique J.A. Barandiaran, porte-parole de Hasi *(2). Pourtant, on ne peut pas dire que, même en Euskadi, les masses en soient à rejeter consciemment la démocratie formelle. «*D'où proviendraient ces centaines de milliers de voix à chaque consultation ?*» interroge le camarade Fernández de l'O.R.T.. Et, il ne s'agit pas seulement d'illusions électoralistes ; pour lui, les élections sont aussi «*une nouvelle arme que nous n'avions pas autrefois et dont nous devons apprendre à nous servir*».

DU POSITIF

Il ne serait pas juste, en effet, de porter une appréciation purement négative sur les premiers pas de la démocratie parlementaire, même en Euskadi, du point de vue de l'autonomie.

Dans les limites évidentes d'un Etat bourgeois, la Constitution définit un cadre, permettant l'exercice de libertés démocratiques concrètes.

Par ailleurs, le projet de statut d'autonomie présenté par la quasi-unanimité des parlementaires basques va plus loin que ce qui avait été concédé par la République en 1936. «*C'est là*, estime-t-on notamment à Euskadiko Ezkerra (3), *le produit le plus positif de la période*». Celui-ci prévoit la création d'une police basque, une certaine autonomie financière, la définition de compétences assez larges dans des domaines comme l'éducation, l'équipement, un mode de résolution du problème de la Navarre (dont les parlementaires UCD refusent le rattachement à Euskadi) ; il comporte une ouverture vers une possible reconnaissance du droit à l'autodétermination. Cela, le peuple basque le doit avant tout à son unité et à la fermeté de sa revendication.

Certes, la réalité du rapport de forces actuel ne permet pas d'envisager une véritable solution de la question nationale, ni même de conquérir les positions très avancées de l'alternative KAS* (4). «*L'obtention de ce statut*, explique l'ORT à San Sebastian, *est le pas le plus ferme que nous puissions faire dans la conquête de nos libertés nationales*». Pour le même Fernández, dans les conditions concrètes d'Euskadi, l'autodétermination ne peut qu'aller de pair avec la révolution. Toutefois, il est possible aujourd'hui d'arracher de nouvelles concessions à la bourgeoisie espagnole, permettant au peuple basque de renforcer son identité ébranlée par 40 années de répression féroce, de consolider son unité, de se renforcer pour conquérir ensuite l'exercice intégral de ses droits.

C'EST POSSIBLE

De fait, personne ne nie, même dans le camp de l'E.T.A., que ce projet comporte des «points positifs». Toutefois, l'opinion prévaut dans ce secteur qu'il sera nécessairement «retaillé par les Cortes* (5). Il est vrai que le projet des parlementaires peut être considéré comme contradictoire avec la Constitution. Cependant, l'étude de ce dernier texte permet d'apercevoir plus de souplesse que ne veulent en voir les partisans de la lutte armée. De plus, il est certain que les premiers parlementaires à étrenner une constitution peuvent en imposer un usage plus ou moins extensif.

S'il ne fait pas de doute qu'à Madrid rien n'ira de soi, il est certainement prématuré de prophétiser un échec total : la quasi-totalité des groupes parlementaires d'opposition sont «mouillés» dans le projet, et l'idée d'autonomie a fait son chemin en Espagne depuis que, sous la République, le député de droite Calvo Sotelo disait : «*Mieux vaut une Espagne rouge, qu'une Espagne brisée !*»

Aussi, l'UCD et la droite ne sont pas assurés de pouvoir imposer éternellement leurs positions de sabotage, dans les faits, ultra-chauvines. «*Il est possible de vaincre*, insiste le camarade Curutxarra de EIA* (6), *si Euskadi lance toutes ses forces dans la bataille*».

*(1) Herri Batasuna : coalition nationaliste favorable à l'E.T.A. (militaire).

(2) HASI : la principale composante de Herri Batasuna.

*(3) Euskadiko Ezkerra : coalition de la gauche basque comprenant notamment EIA.

(4) KAS : coordination de la gauche «abertzale» favorable à l'ETA. L'alternative KAS, pose en huit points des exigences assez avancées incluant la reconnaissance du droit à l'autodétermination et la remise en cause de la constitution.

*(5) Cortes : parlement espagnol.

*(6) EIA : «Parti de la Révolution basque».

«Le pas le plus ferme»

Comme presque toutes ses sœurs du Pays basque, cette ikastola a d'abord vécu dans une semi-clandestinité : l'enseignement en euskara étant illégal, l'Etat refusait de lui reconnaître un statut scolaire et il fallait, pour exister, se camoufler en centre d'éducation religieuse, avec la complicité de l'Eglise, ce qui n'empêchait pas toujours les procès et les amendes. C'est en 1968 que quelques habitants d'Oyarzun, désireux de se battre pour que vive leur langue, ouvrirent une souscription et commencèrent dans un local loué, une sorte de jardin d'enfants avec 25 élèves de 3 à 5 ans. L'année suivante, il y avait deux classes différentes et elle accueille aujourd'hui 500 élèves du village, issus de toutes les couches de la population.

Deux ans auparavant, on devait encore faire les cours dans trois endroits différents ; les bâtiments actuels ont été construits en 1977-78 grâce à une souscription populaire et une subvention obtenue par un biais administratif... du ministère de l'Equipement.

L'ARGENT DE L'ETAT, ET CELUI DU PEUPLE

«*Depuis deux ans, nous recevons une subvention de l'Etat*, explique le secrétaire administratif, *mais pour 1979, elle n'atteindra pas encore 10 millions, alors que le budget général est de 24-25 millions. En moyenne, les subventions aux ikastolas sont très faibles, de l'ordre de 20 % du budget, et elle ne sont attribuées que pour l'enseignement primaire. On est en train de lutter pour obtenir la subvention totale, ce qui est théoriquement possible, mais dans les conditions actuelles, cela impliquerait que toutes les décisions viennent de Madrid. Si on devait l'accepter, le mouvement des ikastolas s'effrondrerait*». Ici, les décisions sont prises démocratiquement par l'assemblée des professeurs, des parents et des membres de l'association. Cette indépendance permet aux professeurs d'orienter leur enseignement davantage en fonction des besoins du peuple basque, en traitant de façon plus approfondie ce qui concerne Euskadi dans l'histoire, la géographie, de faire de l'enseignement de l'euskara la base des études... Mais elle implique actuellement un enseignement payant. Les responsables d'Oyarzun sont conscients de cet écueil et ils rejettent ce qu'ils appellent l'ikastola d'élite auquel cela peut conduire : «*Ici, comme dans la plupart des ikastolas*, précisent-ils, *il existe un barème dégressif tenant compte des situations et il n'y a personne qui ne vient pas parce que ses parents ne peuvent pas payer, ce n'est pas une condition d'admission*».

CONTRE LE GENOCIDE CULTUREL

Le changement que la démocratie a apporté au mouvement est évident : une certaine reconnaissance officielle de l'euskara et de la préparation des ikastolas permet de constater un essor des inscriptions à Oyarzun, les classes les plus nombreuses sont aussi les plus jeunes, les dernières intégrées, écho d'un véritable engouement pour la langue basque qui a accompagné la fin de la dictature.

Mais les enseignants d'Oyarzun insiste sur le fait que la répression contre la langue basque continue, que tout ce qui est obtenu doit être arraché. Un programme espagnol d'une heure en euskara, le seul, vient d'être supprimé de la télé «faute de moyens», et le directeur s'offre le luxe de refuser des émissions de grande écoute pour ne pas «*discriminer ceux qui ne comprennent pas la langue basque*».

Dans l'école d'Etat, l'enseignement de l'euskara est pratiquement nul, la presse, la radio l'ignorent massivement. De cette façon est créé un bain culturel espagnol où l'euskara ne peut survivre qu'en luttant durement. Ce n'est pas d'une soi-disant inadaptation au monde moderne dont souffre la langue basque mais bien d'une répression, d'un génocide culturel perpétré jour après jour.

Mikel trace une courbe au tableau pour figurer la régression de l'euskara. «*Pour maintenir la langue au niveau actuel*, dit-il, *il faudra lutter beaucoup, mais pour remonter le courant, c'est une solution politique qu'il nous faut*».

L'Euskara et son enseignement

Le mouvement des ikastolas scolarise environ 45 000 élèves (dont 400 au Pays Basque Nord) contre quelque 260 000 dans l'enseignement d'État et 200 000 dans l'enseignement privé.

La langue du peuple basque est l'euskara, remontant sans doute aux premiers peuplements de notre continent, elle ne ressemble en rien aux langues couramment parlées dans le reste de l'Europe et du Moyen-Orient, d'origine dite «indo-européenne». La discrimination qu'elle subit, surtout depuis la période franquiste a conduit à ce que seuls 27 % des 2 600 000 Basques du Sud l'utilisent couramment dans les 7 provinces d'Euskadi : Biscaye, Alava, Guipuzcoa, Navarre au Sud, Soule, Basse-Navarre et Zuberoa au Nord, dans les Pyrénées Atlantiques françaises. En Guipuzcoa, la proportion des bascophones est de 45 %.

Créée en 1918, l'académie royale de la langue basque euskaltzaindia, composée de Basques du Nord et du Sud, a entrepris un travail énorme pour adapter l'euskara à la réalité moderne. Elle a unifié l'écriture de divers dialectes basques en créant l'euskara «batua» c'est-à-dire unifié, compréhensible pour tous les Basques. Elle a forgé un vocabulaire moderne qui permet d'aborder en euskara la physique nucléaire comme la recherche mathématique. Elle est à l'origine de la campagne «Euskarari bai» (oui à l'euskara) qui a mobilisé tout le Pays basque l'an dernier en faveur de sa langue.

La place de l'Euskara dans l'enseignement officiel est ridicule. Il existe dans toute l'Espagne une seule chaire d'État de philologie basque, dans la très castillane université de Salamanque. Les deux facultés de philologie basque qui existent en Euskadi sont privées.

LES OPPOSITIONNELS DU PCF, RÉUNIS A PARIS, PROTESTENT CONTRE LA PUBLICITÉ DU GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE DANS *L'HUMANITÉ*

Samedi et dimanche, plusieurs dizaines de militants du PCF se sont réunis à Paris pour débattre de la réalité des pays de l'Est. Cette importante réunion fait suite à des démarches engagées par plusieurs oppositionnels pour protester contre la parution d'encarts publicitaires dans *L'Humanité* vantant le «*socialisme*» tchécoslovaque. La majeure partie des participants à cette réunion se situent autour des positions althussériennes.

Dans les derniers mois de 1978, alors que la direction du PCF faisait grand battage autour du livre *L'URSS et nous*, vaguement critique envers le régime de Moscou, *L'Humanité* publiait des encarts publicitaires vantant les mérites du socialisme tchécoslovaque, celui-là même qui fut installé par les chars russes en 1968. Officiellement, l'organe central du PCF n'avait pas sa responsabilité engagée, puisqu'il s'agissait de publicités payantes. C'est en tout cas ce qui fut dit dans le PCF quand les premières lettres de critique arrivèrent. Pour mettre la direction au pied du mur, plusieurs oppositionnels, dont Labica et Balibar, prirent l'initiative d'un texte qui, contresigné par nombre d'autres militants, aurait pu paraître dans *L'Humanité*, sous forme d'encart publicitaire payé. Bien entendu, ce texte prend en compte la réalité de ce qu'est la Tchécoslovaquie aujourd'hui, dénonce la répression, et apporte son soutien aux dissidents emprisonnés. Ce texte, définitivement adopté ce week-end, sera rendu public très bientôt, sans que les oppositionnels ne se fassent beaucoup d'illusions quand à son passage dans *L'Humanité*.

UN FAIT NOUVEAU

C'est la première fois que des oppositionnels se réunissent entre eux et le font savoir publiquement. Jusqu'ici, il n'y avait eu que des réunions publiques dans lesquels les oppositionnels avaient pu s'exprimer, mais qui étaient ouvertes à tous. Ce fut le cas notamment d'un débat organisé à la FNAC de Marseille, avec la participation des Kehayan et d'Elleinstein, qui réunit 1 500 personnes. Ce fut aussi le cas avec la fête des militants de l'UEC de Bordeaux regroupés autour de la revue *Positions*, qui réunit 400 personnes.

A l'approche du 23e congrès, un pas nouveau est donc franchi. Deux éléments motivent cette évolution : d'une part, personne dans le PCF ne se fait d'illusion quant aux possibilités d'expression offertes par les tribunes préparatoires au 23e congrès qui doivent s'ouvrir jeudi dans *L'Humanité*. Un membre du PCF qui possède une certaine expérience en la matière estime que «*tout est déjà en place. Le BP a déjà choisi les secrétaires fédéraux qui devront rédiger leur tribune, de même qu'il a déjà choisi ceux des contestataires qui auront droit aux colonnes de* L'Huma.».

D'AUTRES INITIATIVES

Plus significativement, le fait que les oppositionnels se réunissent entre eux et le fassent savoir, traduit une volonté d'engager la lutte politique sous diverses formes, et pas seulement par la publication de lettres dans *Le Monde* ou d'autres journaux. Si la réunion de samedi et dimanche derniers participe de cette démarche, d'autres initiatives sont prévues : samedi et dimanche prochains se tient à Bordeaux un colloque organisé par *Positions* sur le thème «*Union de la gauche et stratégie révolutionnaire*» ; un autre débat doit se tenir à Villetaneuse le 12 mars, à l'initiative de dissidents de l'UEC, sur le thème : «*Y a-t-il une crise du marxisme ?*». Etienne Balibar et Christine Buci-Glucksmann doivent participer à ce débat.

Partie prenante de la contestation interne au PCF, mais à un autre niveau, Elleinstein n'entend pas être en reste. Un des prochains *Dossiers de l'écran*, sur Antenne 2, sera axé autour d'un film réalisé conjointement par Elleinstein et Yves Ciampi, et intitulé «*Staline et Trotsky*».

Comme on le voit, l'opposition prend l'offensive dans le PCF. Et de nouveaux fronts s'ouvrent : ainsi les propos tenus par Marchais à Rennes à la fin de la semaine dernière, où il approuvait la construction d'une centrale nucléaire en Bretagne, ont-ils semé le désarroi chez bien des militants, qui s'étaient engagés dans la lutte contre la centrale nucléaire de Plogoff. Un an après la scandaleuse attitude du PCF dans la lutte contre les responsables de la marée noire, le discours de Marchais permet un nouveau développement de la contestation chez les militants du PCF de Bretagne.

N.D.

Une difficile croisade pour le nucléaire

MARCHAIS EN BRETAGNE : «LES BRETONS N'ONT PAS QUE DES QUALITÉS»...

De notre correspondant Jean-Jacques KERFISSIEN

Georges Marchais est venu effectuer, jeudi et vendredi, une tournée en Bretagne, dont le souvenir n'est pas près de s'effacer. Il vient de prouver son ignorance de la question bretonne, et le mépris dans lequel il tient le peuple breton, ses propres militants y compris, en accusant la Bretagne de mal voter et d'être condamnée au nucléaire. Il fallait voir la gêne qui s'empara des élus PCF bretons, lorsqu'il mit ainsi les pieds dans le plat. Peu de temps auparavant, ceux-ci faisaient des déclarations exactement opposées aux propos qu'a tenus leur secrétaire général.

Depuis peu en Bretagne, le PCF est amené à faire mine d'approuver la population et ses propres militants dans leur refus des centrales nucléaires, et du chantage d'EDF. Il est vrai que c'est toujours avec réticence et au dernier moment que le PCF, ainsi que la CGT, appelait à participer aux manifestations antinucléaires, à Brest et à Quimper notamment.

Georges Marchais, lui, ne semblait pas en être avisé. Sans doute la fédération du Nord-Finistère ne rapporte-t-elle pas ce qui se passe dans les cellules. C'est ainsi que lors de sa première étape à Rennes, il affirma sans ambages : «*Nous disons qu'il faut envisager de recourir à l'énergie nucléaire*». Louis Le Roux, adjoint au maire de Brest, rectifia comme il put, en disant : «*Nous réfléchissons sur le projet de centrale*». Marchais, imperturbable, insista : «*La Bretagne ne peut pas échapper au nucléaire*».

MARCHAIS DESAVOUE SES ELUS

Tout cela nécessitait une argumentation ; tout comme celle précédemment utilisée par le PCF en Bretagne concluait qu'on pouvait se passer du nucléaire, il fallait en changer. La comparaison ne manque pas de sel : ainsi, Louis Le Roux expliquait le vote négatif de son groupe au conseil régional de septembre dernier, et ceci «*quel que soit le site*», en se basant sur «*l'état actuel des connaissances scientifiques et technologiques sur le fiabilité des centrales, et les conséquences de leur fonctionnement sur l'environnement*», «*la non-consultation et la non-information des populations*», et le fait que «*le recours à des centrales ne s'impose pas en Bretagne, pour peu que l'on renforce la centrale thermique de Cordemais, que l'on procède immédiatement à l'installation des turbines à gaz prévues à Dirinon (Nord-Finistère), et enfin que l'on reprenne l'étude de l'usine marémotrice de la baie du Mont-Saint-Michel, pour y réaliser un ensemble capable de produire 30 milliards de KWh, dans un délai de sept à dix ans*».

Marchais est revenu en arrière sur l'usine du Mont-Saint-Michel, en arguant qu'«*elle se heurte à des obstacles d'ordre écologique*», ce en quoi il a d'ailleurs pleinement raison. Malheureusement, cette prise de conscience du secrétaire général du PCF ne l'amène nullement à remettre en cause les choix énergétiques de la bourgeoisie. Sa prise de conscience écologique l'amène au nucléaire, et pour cela il n'hésitera pas à piller les arguments d'EDF, en affirmant sans crainte du ridicule : «*A Brennilis, il fonctionne d'ailleurs une centrale de ce type depuis plusieurs années, sans conséquence pour les personnes vivant dans son entourage*». Comparer une centrale graphite-gaz à une centrale PWR, c'est déjà gros. D'autant plus que celle de Brennilis, avec une puissance de 70 mégawatt, ne compte plus ses pannes. Les employés refusent d'habiter les logements avoisinants qui leur étaient destinés, préférant loger à 30 km de là. On prévoit que celle de Plogoff comprendra quatre tranches de 1 300 mégawatt chacune.

Sa conclusion fut donc : «*Les Bretons, un jour, se tourneraient vers nous, en colère, si nous ne prenions pas nos responsabilités, si les coupures se multipliaient. Je le dis, la Bretagne ne peut pas échapper au nucléaire. Si le site de Plogoff convient, je suis pour*». Comme quoi les coupures ne sont pas dues à la mauvaise maintenance du réseau, ni à l'affectation intégrale des investissements au nucléaire, mais au fait que la Bretagne refuse le nucléaire. Malheureusement, la véritable Bretagne, celle qui comprend cinq départements, et non pas quatre, comme l'affirme le pouvoir central depuis 1942, époque de Vichy, est excédentaire de 6,2 % en énergie.

«LES BRETONS INTELLIGENTS...»

Bien évidemment, les réactions ne se firent pas attendre. A Carhaix, sa seconde étape, les responsables PCF dissimulaient assez mal leur gêne. Marchais, lui, réitéra : «*La Bretagne ne peut pas échapper au nucléaire*». Il n'osa toutefois plus imposer Plogoff, disant : «*Le lieu d'implantation des centrales est du ressort des Bretons, et non du mien*». Il aurait pu aussi y inclure le choix du nucléaire lui-même. Mais non, il s'en expliqua très bien : «*Les Bretons n'ont pas que des qualités ; ils ont trop souvent voté à droite, et ils votent maintenant trop social-démocrate. Les Bretons intelligents savent désormais où est la vérité...*» En somme, pourquoi nous demander notre avis, puisque nous votons mal ; et pour ceux qui sont «intelligents» (entendez ceux qui votent PCF) inutile de leur demander leur avis, Georges pense pour eux.

Une chance pour lui qu'arrivé à Brest, il cessa de parler du nucléaire. Visiblement, on lui avait conseillé de fermer sa bouche. Comme l'assemblée réclamait malgré tout quelques explications, Louis Le Roux fit machine arrière en déclarant que le PCF «*réclamait toujours des turbines à gaz et l'étude de l'aménagement de la baie du Mont-Saint-Michel, mais qu'il fallait tout de même songer au nucléaire, en respectant toutefois la volonté de la population*». Jean-Pierre Jeudy, maire PCF de Carhaix, rappela, lui, qu'au conseil régional, il avait voté contre l'implantation d'une centrale à Plogoff, mais aussi qu'«*il n'y (avait) aucune divergence de vues entre le comité central du PCF, et les instances départementales sur le nucléaire*». Comprenne qui pourra.

Toujours est-il que les militants de base du PCF, qui ont déjà manifesté à plusieurs reprises contre les centrales, continueront sans l'approbation de leur parti, qu'ils avaient déjà auparavant eu bien du mal à obtenir.

La preuve est faite, en tout cas, du mépris de l'appareil du PCF pour le peuple breton. 20 000 Brestois manifestaient le 23 septembre dernier, contre le projet de centrale de Plogoff. On sait déjà qu'il n'y aura pas de banderole PCF à Nantes le 10 mars contre le projet de centrale du Pellerin. Ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il y aura moins de monde, ni que des militants de base du PCF ne se retrouveront pas dans la rue.

■

Un reportage du Quotidien du Peuple

LES FLICS INTERVIENNENT AU RELAIS DE TELEVISION

L'EXPLOSION DE COLERE DES TRAVAILLEURS DE LONGWY

De 3h du matin à midi, mobilisation générale dans les rues de la ville.

De notre envoyé spécial Gérard PRIVAT

Au total, plusieurs milliers de personnes sont passées au relais de télévision du Bois-de-Châ à Longwy. Cette action menée rondement par les militants de la CFDT a été une étape très importante dans la longue lutte que mènent les sidérurgistes et avec eux les autres travailleurs.

Face à un certain immobilisme pesant des autres syndicats et notamment de la direction CGT, les militants de l'UIS - CFDT ont lancé depuis le mois de décembre une dynamique de lutte à coup d'opérations «coup de poing». Occupations, détournements de trafic, actions-éclair se succédaient à un rythme accéléré. Les travailleurs et la population dans sa majorité approuvent ces actions, révoltés qu'ils sont par l'ampleur de la catastrophe qui s'abat sur eux. Mais ils ne participaient pas.

Depuis l'occupation du relais, les choses ont changé. La rapidité et l'ampleur de la mobilisation dans la nuit de vendredi à samedi témoigne du changement intervenu. Les militants de la CFDT ont su concrétiser le potentiel de colère des travailleurs longoviciens dans une action concrète, efficace et qui a eu un impact considérable. Ils n'en resteront pas là. Déjà, ils ont d'autres projets, il travaillent sur d'autres plans.

Dimanche matin une manifestation a regroupé plus de 5 000 personnes à Longwy pour monter ensuite jusqu'au relais où l'intersyndicale a pris officiellement en charge l'occupation. Pour peu de temps puisque certains dirigeants syndicaux ont exigé que le relais soit remis en état de marche par TDF et qu'il soit ensuite évacué. Les militants de la CFDT n'en font pas une affaire en soi. Leur souci d'unité s'était déjà concrétisé par la proposition faite à l'intersyndicale dès le début de l'occupation de rejoindre l'action en cours, et de disposer du relais. Un point important de cette journée du 24 février, c'est la mise en accusation de Porcu, le député PCF du coin. Ce n'était pas encore arrivé de cette manière ici. L'après-midi, la manifestation du PCF ne rassemblait pas plus de 1 000 personnes venues de tout le département, alors qu'il y en avait autant dès 4 h 30 du matin pour riposter à l'agression des flics au relais.

Les travailleurs à Longwy ne se faisaient pas d'illusions sur le résultat des discussions avec Giraud. Boulin, Giraud, d'autres après... ce n'est pas cela qui peut amener grand chose.

En tout état de cause, l'explosion de colère de samedi montre la profondeur de la révolte ouvrière. Elle indique très nettement que les travailleurs longoviciens ne sont pas décidés à laisser assassiner leur région.

Dans les relais de télévision du Bois-de-Châ.

Les chiens de garde devant leur niche.

Vue partielle des milliers de manifestants rassemblés jusqu'à midi devant le commissariat, face aux flics.

2 h 45 : les flics arrivent

2 h 45 : le téléphone sonne : un militant essoufflé informe les occupants du relais : il a vu de nombreux cars de flics se dirigeant vers le Bois-de-Châ. A cette heure avancée de la nuit, il y a environ une centaine de personnes dans le relais. Le choix est fait de ne pas s'opposer de front à la police avec un rapport de forces trop faible. Tout le monde se rassemble dans l'enceinte du relais hors du bâtiment. Pendant ce temps, le système d'alerte de la population est rapidement mis en route et on commence à récupérer le matériel des occupants.

3 h : les hordes noires arrivent en rangs serrés. Il y en a partout. Pendant quelques instants, la tension est vive. Un militant CFDT organise le départ et impose un délai pour l'évacuation. Alors que l'on se regroupe pour partir, les sirènes des usines se mettent à hurler dans la nuit ; c'est l'alerte, l'appel aux travailleurs. Un cri de joie part des rangs des occupants : *«Vous allez voir, on va revenir nombreux !»* lancent-ils aux flics. Le cortège se forme et s'engage dans le chemin qui conduit à Longwy en chantant l'Internationale.

3 h 45 : en bas du chemin d'accès au relais, il y a un barrage policier pour empêcher les renforts ouvriers de monter. Le regroupement s'opère à cet endroit. Des voitures-sono sillonnent les rues de la ville. On attend l'arrivée des derniers militants qui descendent du relais. Plusieurs centaines de personnes sont déjà là, sorties du lit en catastrophe. La tension monte à nouveau ; les flics se font copieusement injurier. Tout à coup, du chemin débouche un groupe compact de 300 sidérurgistes en tenue de travail, casques sur la tête, barre de fer ou manche de pioche en main. Dès qu'ils ont entendu les sirènes, ils ont immédiatement quitté le travail et sont montés à travers bois pour contourner les barrages policiers. La colère est énorme. Elle se lit sur les visages de ces travailleurs que les capitalistes de l'acier veulent jeter à la rue. Les flics à Longwy, contre eux qui «défendent leur bifteck». C'est insupportable ! Des gourdins se lèvent, les flics amorcent un mouvement de recul. Des vieux travailleurs sont aux premiers rangs. Les invectives à l'adresse des flics redoublent ; de nombreuses sont lancées en italien. Les militants s'efforcent de canaliser la colère pour l'instant : le moment n'est pas encore venu. Une directive est lancée : *«Rassemblement sur la place !»*

Feu de joie devant l'UML.

4 h 30 : plus de 1 000 personnes sur la place de Longwy-Bas

Il continue d'en arriver par voitures pleines.

Une voiture-sono arrive : ce sont des gars de la CGT qui reviennent de Paris ; immédiatement, la sono est mise à la disposition des travailleurs. Un militant CFDT monte sur le capot ; il explique la situation et invite les travailleurs à faire des propositions pour la riposte. Un seul cri lui répond : *«On retourne au relais !»* Tout le monde est d'accord, mais il ne faut pas y aller sans matériel. Un gars propose de «sortir les engins d'Usinor». L'approbation est unanime : direction l'usine. Deux énormes «Clark» surchargés de travailleurs casqués passent la porte sous les acclamations. Une voiture-sono prend la tête et on repart vers le relais. Cette fois, ils n'ont qu'à bien se tenir, les flics.

5 h 30 : Par un coup de téléphone, les militants ont été prévenus que le relais est réoccupé. Une cinquantaine de gars d'Usinor-Mont-Saint-Martin sont partis à travers bois dès que l'appel a été entendu ; en arrivant, ils ont trouvé le relais vide. Un regroupement s'opère dans le bâtiment et c'est à ce moment que l'on comprend : les flics ont amené des techniciens avec eux ; ceux-ci ont démonté des pièces décisives pour le fonctionnement du relais et tout le monde est reparti. Ainsi, il n'y a plus une chaîne qui marchera sur toute la région de Longwy, c'est la coupure totale, délibérée, décidée «d'en haut» par le gouvernement. Les travailleurs présents sont révoltés. L'un d'eux propose de manifester devant le commissariat.

6 h : Nouveau rassemblement ; sur le pont supérieur cette fois. Les camions qui arrivent sont mis en travers de la route : pas question de se faire prendre à revers par les renforts policiers.

6 h 30 : direction le commissariat

Environ 200 personnes marchent derrière un engin d'Usinor. Le cortège n'est pas encore arrivé devant la porte que déjà, un véritable tir de barrage de grenades de toutes sortes est déclenché de l'intérieur même. Riposte immédiate à coup de cailloux ; vitres brisées... Après une demi-heure environ, la décision semble s'imposer de «décrocher». Tout à coup, montant la petite rue qui mène au commissariat, une masse compacte de travailleurs arrive, en bleus de travail et casques sur la tête, badges CGT ou CFDT mêlés. Ils sont bien 6 ou 700 ; ils sont d'Usinor ; ils ont débrayé en entendant le bruit de la bataille. On repart à l'assaut... jusqu'à 8 h 30. L'atmosphère est irrespirable. Les grenades sortent par centaines de l'intérieur du commissariat.

8 h 30 : Un bruit court : les CRS arrivent, rassemblement sur le pont supérieur. D'autres travailleurs se sont joints aux manifestants. Ils sont bien 2 000 rassemblés sur le pont. Soudain, contre toute attente, une voiture-sono de la CGT se met en place ; un responsable prend la parole : *«Camarades, restons unis. Il faut parler de la grande action qui a eu lieu hier».* On pense un moment qu'il va parler de l'occupation du relais qui, effectivement, a eu un impact considérable. Mais non ! Il poursuit, à l'adresse des travailleurs rassemblés contre la répression : *«...Oui, hier la CGT est allée à Paris occuper la tour Eiffel»* ! C'est la stupéfaction pour de nombreux militants. Au nom de la CFDT, Robert Giovanardi rétablira les choses en expliquant les événements et en appelant les travailleurs à rester mobilisés. Puis, il fallait s'y attendre, la parole est donnée à Antoine Porcu, député PCF. Celui-ci n'y va pas par quatre chemins : *«Le pouvoir a fait intervenir ses flics pour saboter la manifestation que le PCF veut faire cet après-midi»* dit-il. C'en est trop. Des voix s'élèvent : *«Récupération... ça suffit... C'est l'Intersyndicale qui doit parler, pas le PCF...»*

Quelques crissements

Samedi soir, les CRS qui étaient intervenus à Longwy étaient bien malheureux de ne pas avoir pu manger à midi. Ils ont donc commandé des repas à l'hôpital de Mont-Saint-Martin. Las ! Les plats ont eu du mal à passer : le personnel de l'hôpital avait généreusement arrosé de sable la maigre pitance des serviteurs de l'ordre. Il y a eu des pleurs et des grincements de dents.

L'UML mise à sac

Voilà que l'on entend à nouveau les grenades du côté du commissariat. Un mouvement de foule s'opère, une voix crie : *«Allez les gars, on y retourne !»* La sono CGT diffuse aussitôt un appel contraire : *«Camarades, il ne faut pas se disperser. Allez plutôt casser l'UML* (siège patronal) *qui est à côté».* Quelques dizaines de gars défoncent les portes, pénètrent dans les locaux, sortent tout (meubles, fichiers...) sur le trottoir et y mettent le feu. Il est 10 h passées...

10 h 30 : Une information arrive : les CRS sont au commissariat. *«Ils ont pris des copains entre deux feux».* La sono sera incapable de retenir les travailleurs sur la place. Tout le monde se dirige vers le commissariat. C'est maintenant plus de 5 000 manifestants qui sont rassemblés. En haut de la rue, plusieurs rangs de flics en tenue de combat barrent l'accès : dans le bas, ils ont disposé des barrières qui sauteront presque aussitôt. Progressivement, les premiers rangs s'avancent, d'autres suivent. Bientôt, la rue est noire de monde ; les premiers sont à 10 mètres des flics. L'officier crie au porte-voix : *«Dispersez-vous, nous allons utiliser la force».* Une volée de cailloux lui répond, mais les flics ne bougent pas.

«Porcu vendu à l'étranger»

Soudain, Porcu, encore lui, arrive en voiture. Il est accompagné de Politanski, le maire de Longlaville. Les manifestants en profitent pour se rapprocher. Ils sont maintenant nez-à-nez avec les flics et même se promènent à travers les rangs. Porcu parle : *«La lutte des travailleurs,* bla... bla... bla..., *c'est pourquoi je vous demande de ne pas tomber dans la provocation du pouvoir».* C'est le tumulte ! M. le député ne parvient pas à contrôler la situation. Les avis sont parfois partagés, mais cela ne lui était encore jamais arrivé au Porcu. Des slogans sont lancés et bien repris : *«Porcu démission, Porcu trahison !»* Et celui-ci, non dépourvu d'humour : *«Porcu, vendu à l'étranger !»* Il s'en va, M. le député du PCF. Des gens le suivent mais la majorité reste sur place. Les militants CFDT exigent que les flics rentrent dans le commissariat. Leur demande est satisfaite. Ce n'est qu'après, que les manifestants commencent à se disperser. Des groupes se forment où l'on discute avec animation, parmi les gravats et objets de toutes sortes, témoins des affrontements du petit matin...

Devant les flics, M. le député Porcu a du mal à faire passer son discours.

Un habitué des appels au calme

Le 11 novembre 1971, Antoine Porcu, secrétaire fédéral du PCF (Meurthe-et-Moselle Nord) écrivait dans *l'Humanité : «Je me demande si l'annonce des licenciements chez Wendel-Sidélor, un an, un an et demi avant les élections législatives, est si fortuite que cela. N'a-t-elle pas comme objectif de pousser les travailleurs vers des luttes difficiles et d'arriver d'ici cinq à six mois à un essoufflement, au découragement politique et à un mouvement de désespoir au moment des élections législatives qui bénéficierait à la réaction, aux centristes et aux pseudo-réformateurs».*

A cette époque, où se préparait la signature du programme commun, il importait, n'est-ce pas, que les travailleurs se calment, parce que — c'était quasiment sûr — la gauche allait passer aux législatives de 1973.

«On va continuer à se battre jusqu'au bout».

Le sentiment général est celui d'une victoire. *«On ne s'est pas laissé faire»* disent les travailleurs. Un vieil ouvrier, les mains enfoncées dans les poches de sa canadienne explique avec une tranquille détermination à un militant du PCF partagé entre des sentiments contradictoires : *«Et alors, pourquoi on l'aurait pas attaqué le commissariat ? Ils nous attaquent bien eux quand on défend notre bifteck. Et le Porcu qui cause si bien, où est-ce qu'il était cette nuit ?»*. Question sans réponse, mais accord complet du militant du PCF lorsque son interlocuteur conclut : *«Ma femme est au chômage. Un de mes gars aussi. Et moi, je vais m'y retrouver bientôt. Alors, ils nous poussent à bout. On va continuer à se battre, jusqu'au bout !»*

■

INTERNATIONAL

Les agressions vietnamiennes à la frontière

(Témoignages des habitants recueillis par les correspondants de l'Agence Chine Nouvelle)

La commune populaire de Pingmeng

Nanning, 20 février (Xinhua). Les membres de la commune populaire de Pingmeng du Guangxi près de la frontière sino-vietnamienne ont raconté à notre correspondant les malheurs que les envahisseurs vietnamiens leur avaient causés et demande aux unités de la défense-frontière de donner une riposte énergique aux troupes d'agression vietnamiennes.

Le correspondant a rendu visite à Lin Weilong, cadre retraité qui était chef adjoint du district. Il a dit : «Il y a 35 ans, poursuivi par les autorités colonialistes, le président Ho Chi-minh se réfugia chez son oncle Lin Guirong qui alla fréquemment comme son messager au Vietnam, et fut saisi et tué par les ennemis après». *Alors, Lin Weilong reprit son travail pour continuer de soutenir la lutte révolutionnaire du peuple vietnamien. Le président Ho Chi-minh séjourna plusieurs mois à Pingmeng et la population de la localité le protégeait et l'aidait par tous les moyens. Cette région était donc appelée «le pays natal de la révolution vietnamienne». Quelques années auparavant, le matériel de soutien au Vietnam a passé par ici pour arriver à sa destination. Mais aujourd'hui, les agresseurs vietnamiens ont occupé une grande étendue de la région et installé des barbelés, construit des fortifications et posé des mines dans la commune populaire de Pingmeng même. Des habitants ont été blessés ou tués par eux. Depuis octobre dernier, des centaines de paysans ont été obligés de quitter leurs foyers pour s'installer dans une région loin de la frontière et le petit bourg, jadis animé, était à l'abandon.*

Les habitants de la passe de Youyiguan

(...). *«Les autorités vietnamiennes ont continué à lancer des provocations armées contre notre région de la passe de Youyiguan. Ces derniers jours, les militaires vietnamiens n'ont cessé de canonner la passe, faisant beaucoup de blessés parmi nos militaires et miliciens. La salle de réunion des représentants chinois et vietnamiens a été détruite. Le mur en pierre de la passe a été criblé de trous. Des maisons dernière la passe ont été aussi gravement endommagées. Les artilleries vietnamiennes ont pilonné le chemin de fer international à la passe de Youyiguan, en détruisant des câbles à haute tension»* (...).

«Le 17 février, quand la nouvelle de la contre-attaque de nos troupes s'est répandue, les habitants frontaliers en furent très contents. La circulation du chemin de fer qui reliait la Chine et le Vietnam a été suspendue par les autorités vietnamiennes. Les cheminots chinois qui travaillaient sur le pont qui reliait les rails des deux pays ont dû être rappelés. Ces cheminots ont dit : «Au temps de la guerre des Vietnamiens contre les impérialistes américains, nous restions jours et nuits à nos postes pour assurer la communication et les matériaux de guerre que nous transportions au Vietnam passaient continuellement par ici. Mais les autorités vietnamiennes ont coupé de force cette voie d'amitié qui reliait les peuples chinois et vietnamien. Ce n'est qu'en donnant une petite leçon aux autorités vietnamiennes que nous pourrons rétablir le plus tôt possible cette voie d'amitié qui reliait nos deux pays».

Au village de Gejiexhaï

(...) *La brigade de production de Gejiexhai est séparée du Vietnam par une rivière. Ses habitants avaient échangé des visites amicales avec le peuple vietnamien pendant longtemps. Ils avaient apporté leur contribution à sa lutte révolutionnaire. Mais depuis que les autorités vietnamiennes ont lancé des provocations armées dans nos régions frontières, les paysans de ce petit village ont souffert des catastrophes. Le 11 décembre dernier au soir, des militaires vietnamiens ont mitraillé le village. Plus d'un millier de balles ont endommagé beaucoup de maisons et tué pas mal d'animaux. Les 143 personnes ont dû abandonner leurs foyers, les larmes aux yeux, pour se réfugier dans de profondes forêts à cinq kilomètres. Pendant deux mois donc, ils ont souffert du froid et de la faim, menant une vie difficile. Le correspondant a constaté qu'ils habitent dans des huttes exposées au vent et à la pluie et que des enfants et des vieillards sont tombés malades. Le vieux milicien Pu-da a dit au correspondant :* «Je me rappelle que, au cours de la guerre anti-française du peuple vietnamien, deux cents guérilléros vietnamiens étaient logés dans mon village. Nous leur avions servi notre riz. Qui aurait pu penser que les autorités vietnamiennes nous ont mis aujourd'hui dans l'impossibilité de vivre chez nous-mêmes et de cultiver nos champs ?». *Le chef de l'équipe de production Bai Youqing a déclaré au correspondant que les 16 hectares de champs de l'équipe ont été laissés à l'abandon après que l'on se soit réfugié dans la montagne. «Vingt mille livres de manioc ont pourri dans les champs et 150 porcs et trente bœufs ont erré partout faute de l'entretien, a-t-il ajouté. Le 14 février, les militaires vietnamiens ont incendié notre petite centrale hydraulique de 12 kw, qui nous a coûté 15 000 yuans». «La contre-attaque des gardes-frontières aux agresseurs vietnamiens traduit notre désir. Nous avons attendu ça depuis longtemps».*

Actuellement, les habitants victimes de l'agression vietnamienne ont commencé à retourner. A la nouvelle de la contre-attaque des gardes-frontières, une vieille de 86 ans a dit à sa petite fille : «Nous ne vivrons plus dans la crainte. Dépêche-toi de me ramener à notre domicile».

Wang Zhen, Vice-premier ministre chinois

«UNE ACTION LIMITÉE DANS L'ESPACE ET DANS LE TEMPS»

Dimanche, Wang Zhen, un des vice-premiers ministres chinois, a déclaré au sujet de la riposte chinoise au Vietnam : ***«Nous sommes encore dans le processus de donner une bonne lecon au Vietnam. Notre action sera limitée dans le temps et dans l'espace. Notre intention est de défendre notre région frontalière et d'y préserver la paix».*** **Il a déclaré que l'armée chinoise n'occuperait pas la région du delta du Fleuve Rouge et la région de Hanoï.**

Le Conseil de sécurité de l'ONU qui s'était réuni dimanche s'est ajourné à mardi. Waldheim semble favorable à une conférence internationale sur l'Asie du Sud-Est comme celle qu'avait proposée Sihanouk.

En 1962, face à des provocations venant d'un ennemi différent et dans une situation internationale différente, la Chine avait riposté contre l'Inde. Il est utile aujourd'hui de rappeler les méthodes qu'elle avait alors employées.

En 1962, la riposte chinoise aux provocations indiennes

De 1959 à 1962, la Chine a eu à faire face à une série de provocations et de grignotages de sa frontière de la part de l'Inde. A cette époque, la classe dirigeante indienne était encouragée par les USA et l'URSS dans ses ambitions expansionnistes à l'encontre de la Chine et d'autres pays.

Après une avancée particulièrement significative des troupes indiennes en octobre 1962, Zhou Enlai avait lancé un dernier avertissement solennel au gouvernement indien pour lui demander de régler le problème par la voie de négociations. En même temps, il recommandait aux gardes-frontières chinois de ne jamais tirer les premiers.

Comme l'offensive indienne continuait, l'armée chinoise lança le 16 novembre une contre-offensive vigoureuse qui fit reculer les troupes ennemies de plus de cent kilomètres. Le 21 novembre, le gouvernement chinois déclarait : *«Dès le lendemain de la publication de la présente déclaration, c'est-à-dire à partir du 22 novembre 1962 à 0 heure, les gardes-frontières chinois cesseront le feu sur l'ensemble de la frontière sino-indienne. A partir du 1er décembre 1962, les gardes-frontières se retireront à 20 kilomètres de la ligne de contrôle».* Ainsi en repoussant les agresseurs loin de la frontière, et en se retirant eux-mêmes à 20 kms à l'intérieur du territoire chinois, les gardes-frontières chinois ont-ils empêché une aggravation et une prolongation du conflit frontalier. Plus tard, la Chine libérait tous les prisonniers indiens et restituait même les armes récupérées. La Chine a ainsi donné l'exemple de la manière dont elle envisageait la riposte énergique à une agression sur ses frontières. Tout indique que l'opération actuelle contre le Vietnam est du même ordre, même si elle se produit dans des conditions très différentes. Elle a un objectif précis et limité : repousser les provocations et l'agression pour créer les conditions d'une négociation du problème.

Des gaullistes munichois ?

Georges Gorse, ancien ministre, député RPR, et membre de la présidence de France-URSS, a écrit dans *Le Monde* un *«Point de vue»* intitulé *«L'URSS ne peut-elle se dire encerclée ?»*. Il soutient une thèse selon laquelle l'URSS serait menacée par la Chine, affirmant que les intérêts de la France et de l'Europe en général sont du côté de l'URSS. Gorse représente un point de vue munichois, de défaitisme vis-à-vis du social-impérialisme, qui tend à se répandre dans l'ensemble des partis, que ce soit le PS, le PR ou le RPR.

Laissant volontairement de côté toutes les questions de rapports de force économiques et militaires, Gorse noie le poisson en affirmant que la notion d'encerclement est toute relative, que d'ailleurs on pourrait dire que chacun encercle l'autre, puisque la terre est ronde !

Ensuite, prétend-il, parce que la Chine a signé un traité d'amitié avec le Japon et normalisé ses relations avec les USA, *«les Russes n'auraient-ils pas le droit à leur tour de se juger encerclés ?»*. L'Europe devrait donc ménager l'URSS qui a «l'impression» d'être encerclée. (L'«impression», car Gorse, tout en donnant des arguments, se garde bien de se prononcer sur la réalité des faits). Mais quand l'URSS développe ses bases militaires dans les îles du Nord du Japon, augmente sa flotte dans le Pacifique, arme jusqu'aux dents les Vietnamiens pour leur faire contrôler la péninsule indochinoise, envoie 4 000 conseillers militaires au Vietnam, et renforce ses divisions à la frontière Nord de la Chine, n'y a-t-il pour la Chine qu'une «impression» d'être encerclée ? Voilà sur quoi il faudrait se prononcer.

Quand l'Europe, menacée par les forces terrestres du Pacte de Varsovie, voit la flotte soviétique s'accroître dans la Baltique, l'Atlantique et la Méditerranée, quand l'URSS envoie des milliers de mercenaires en Angola, en Erythrée, au Yemen pour contrôler l'Afrique et par là même les matières premières et les voies maritimes qui alimentent l'Europe ; quand les dirigeants soviétiques dictent des ukases aux gouvernements européens pour leur imposer le développement des relations avec l'URSS ou leur interdire de vendre des armes à la Chine, peut-on dire raisonnablement que l'Europe n'est pas menacée ?

Eh bien non ! Pour M. Gorse *«c'est un fait que depuis une vingtaine d'années, l'Union soviétique ne s'est pas présentée comme une menace pour la paix générale».* Et le gaulliste de France-URSS s'appuie sur des citations plus ou moins fantaisistes de De Gaulle et prend comme référence la politique de celui-ci à l'égard de l'URSS. Il s'agit, bien entendu, d'une escroquerie intellectuelle : la politique gaulliste de rapprochement avec l'URSS se situe dans un contexte international où l'impérialisme français cherche à se dégager de l'hégémonie américaine et où l'URSS ne développe pas de visées hégémonistes à l'échelle du monde entier.

Ce que cache mal M. Gorse derrière les oripeaux d'une phraséologie gaulliste, c'est une attitude munichoise (1), l'attitude de dirigeants de la bourgeoisie qui, en faisant des concessions au social-impérialisme hégémoniste, estiment préserver la «détente», c'est-à-dire le calme, alors même qu'ils l'encouragent, car l'appétit vient en mangeant !

(1) Dans le cadre des Accords de Munich de 1938, les gouvernements français et anglais laissèrent le champ libre à Hitler, espérant le calmer, alors qu'ils l'ont encouragé à faire la guerre.

J.P.C.

Brejnev et Giscard : en quête d'un nouveau Munich ?

Iran : Meeting de masse des Fedayin

Vendredi a eu lieu à Téhéran un meeting de l'organisation des fedayin qui avait été désapprouvé par l'ayatollah Khomeiny. Il a cependant réuni environ 100 000 personnes, parmi lesquels de nombreux travailleurs. Un des orateurs a plaidé en faveur de la poursuite de l'unité populaire : *«Toutes les couches sociales - ouvriers, paysans, étudiants, employés et mollahs progressistes— ont participé à la révolution... L'unité n'est pas l'apanage d'un groupe qui exclut les autres. L'unité c'est la participation de toutes les forces de la révolution dans le combat pour la démocratie contre l'impérialisme».*

Au cours de ce meeting a également été soulignée la nécessité d'être vigilant contre un retour en force de l'impérialisme et du capital étranger. Les fedayin exigent la constitution de comités populaires élus dans les quartiers et les entreprises pour assurer le pouvoir. Ils demandent également l'instauration d'une véritable armée populaire. Au cours de ce meeting, des travailleurs du pétrole, vivement applaudis, ont réclamé la nationalisation totale du pétrole.

• Les USA n'excluent pas une intervention militaire dans le Golfe

Après leur recul en Iran, les dirigeants américains n'excluent pas une présence ou une intervention militaire directe si leurs intérêts en Arabie Saoudite ou dans les émirats sont menacés. Schlesinger, ministre de l'Energie, a déclaré que les USA devaient *«protéger leurs intérêts même si cela implique l'usage de la force et la présence militaire»*. Il a précisé que cette intervention ne pouvait se faire sans l'accord des Etats concernés et qu'elle ne comprenait pas forcément le déploiement de troupes terrestres.

En même temps, devant l'impasse des négociations au niveau ministériel à Camp David, Carter a annoncé qu'il organiserait un nouveau sommet sur le Proche-Orient en invitant Begin et le premier ministre égyptien Khalil.

• L'Afghanistan, l'URSS et le non-alignement

Une intense polémique se poursuit entre l'Afghanistan et les USA. En effet les dirigeants de l'Afghanistan persistent à soutenir que les conseillers soviétiques n'ont joué aucun rôle dans la fusillade pendant la prise d'otages à l'Ambassade américaine au cours de laquelle l'ambassadeur américain a été tué. Les Américains soutiennent avoir vu les conseillers soviétiques diriger mètre par mètre les policiers afghans, leur donnant l'ordre de tirer ou de ne pas le faire. Peu convaincu par les explications de l'Afghanistan, Carter a décidé de diminuer l'aide américaine à ce pays.

Pressé de questions par les journalistes américains sur les liens de son pays avec l'URSS, le ministre des Affaires étrangères afghan a prétendu que son gouvernement, bien que complètement suiviste à l'égard de l'URSS était cependant non-aligné. Il a déclaré : *«La position des pays socialistes est identique à celle des non-alignés sur bien des points... C'est que les pays socialistes soutiennent les positions des non-alignés ; cela prouve que ce sont de bons amis des non-alignés»*. Comme on lui demandait enfin ce qui séparait l'Afghanistan de l'URSS, il a répondu *«Eh bien... nous ne sommes pas membres du pacte de Varsovie !»*.

MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE ERYTHREEN

MUTUALITE (SALLE B)
MERCREDI 28 FEVRIER - 20 H 30

A l'appel du FPLE :
CEDETIM - LCR - OCT - PCML - PCR ml - UCJR - UTCL

PROJECTION DU FILM SAWRANA (NOTRE REVOLUTION)

Paris : meeting pour la libération des patriotes arméniens, le 26 février

A la suite de nombreuses condamnations de patriotes et de dissidents arméniens après l'exécution de trois patriotes, Zadikian, Stepanian et Bagdassarian, le Comité pour la Libération des prisonniers politiques arméniens appelle à un meeting pour le libération des prisonniers politiques arméniens, lundi 26 février 1979, à 20 h 30 à la maison des Mines, 9 rue Pierre Nicole Paris 5e, avec la participation de Léonid Pliouchtch et une partie musicale animée par Viguen et Harrout.

Les événements survenus au cours de ces dernières semaines : invasion du Cambodge par les troupes vietnamiennes, riposte chinoise aux incursions répétées de la part des troupes vietnamiennes, signature d'un pacte à caractère militaire entre l'URSS et le Vietnam, ont placé l'Asie du Sud-Est sur le devant de la scène mondiale, les pays qui composent l'ASEAN sont directement intéressés aux conséquences de la poussée soviétique et de la tentative vietnamienne de s'assurer l'hégémonie dans la région.

L'ENJEU DE L'ASIE (3)

La difficile coopération régionale : l'ASEAN.

Le recul imposé aux États-Unis a renforcé les tendances apparues dans les pays de l'Asie du Sud-Est en vue de définir en commun une coopération régionale, économique et politique. Deux organismes régionaux existent : d'une part la commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). C'est une commission de l'ONU qui limite son action au domaine de la coopération économique ; d'autre part l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (l'ASEAN). Cette dernière, plus limitée géographiquement — Malaisie, Singapour, Thaïlande, Indonésie et Philippines — présente des caractéristiques différentes et importantes : recherche d'une politique commune, définition de projets économiques communs. Sa place, proche de l'Indochine, exerçant le contrôle sur le détroit de Malacca et sur toute la mer, constituait en fait un élément vital pour toute la région.

AU DEBUT UNE EMANATION DES ETATS-UNIS

L'ASEAN a été créée en 1967 à Bangkok. Elle apparut à ses début comme une émanation des États-Unis qui en avaient encouragé la mise sur pied. Elle regroupait en effet les Philippines et la Thaïlande impliquées dans la guerre d'Indochine, l'Indonésie où un sanglant coup d'État avait remplacé l'un des fondateurs des non-alignés, Soekarno, par un général proche des États-Unis, violemment anti-communiste, Suharto. La Malaisie et Singapour enfin, anti-communistes et confrontés à une lutte de libération, étaient en même temps sièges de bases militaires britanniques. Il apparaissait que l'un des pivots de cette organisation régionale était l'anti-communisme et l'orientation pro-américaine des régimes qui y participaient.

Dans une très large mesure cela est resté vrai. Mais le repli des Etats-Unis, effectué à partir de 1970, a conduit les pays membres de L'ASEAN à définir plus nettement leurs projets : ils adoptèrent en 1971 à Kuala Lumpur une déclaration affirmant que leur but était de créer *«une zone de paix, de liberté, et de neutralité»*, dans le Sud-Est asiatique.

En février 1976, se tint à Bali le premier sommet des chefs d'État des pays membres de l'ASEAN qui prit quatre décisions : signature d'une déclaration de concorde qui définit le cadre de la coopération au sein de l'ASEAN tant en matière politique qu'en matière économique ; signature d'un traité d'amitié et de coopération ; mise en place d'un secrétariat ; convocation d'une réunion des ministres de l'Economie pour définir notamment des projets industriels communs et des accords commerciaux.

Dans une très large mesure le sommet de Bali apparaît comme un nouveau départ de l'ASEAN, peut-être le vrai départ. Les raisons pour lesquelles depuis 1967 peu de choses se sont réalisées, se trouvent dans le fait que ces régimes, tout en maintenant des relations étroites avec les États-Unis, dirigeaient des pays ayant des histoires très anciennes qui fondaient la défiance de chacun à l'égard des autres : revendications des Philippines à l'égard du Sabba de la fédération malaise, prétentions indonésiennes à une prééminence, crainte de Singapour à l'égard de ses voisins. Ces tensions internes n'ont pas cessé et paraissent à l'origine des retards pris dans la coopération économique : les accords commerciaux ne portent que sur 71 produits au lieu de plus de 1 000 qui étaient prévus, les projets industriels communs n'ont pas encore vu le jour.

Par contre la personnalité politique de l'ASEAN s'est affirmée de deux façons : tout d'abord dans ses relations avec le reste du monde et d'autre part dans la concertation politique entre pays membres. Dans les relations avec le reste du monde, les pays de l'ASEAN ont en commun leur faible développement, leur dépendance à l'égard des exportations de matières premières, le caractère parcellaire des industries implantées dans leurs pays.

De ce fait, l'ASEAN les représente face aux grands partenaires que sont le Japon, la CEE, les États-Unis. En 1977, le Japon s'engageait auprès des chefs d'État de l'ASEAN à contribuer à la création d'un fond de stabilisation pour l'étain et le caoutchouc. A partir de 1974, un groupe d'étude mixte a été créé entre la CEE et l'ASEAN. Avec les États-Unis une conférence ministérielle réunie à Washington en août 1978 regroupant les ministres des Affaires étrangères et de l'Economie des deux parties institutionnalisait les relations entre l'ASEAN et les États-Unis.

Même si une partie importante de ces activités sont économiques, leur signification est hautement politique : l'ASEAN est une force représentative au niveau international. Ce qui a conduit l'Union soviétique à modifier brutalement son attitude à son égard en juillet 1978 et à se montrer désireuse d'avoir des relations avec elle.

Cette représentativité est le fruit d'une coordination de plus en plus étroite des politiques sous l'influence de positions du Tiers Monde d'une part, mais également sous l'effet des événements politiques intéressant la région. Ainsi en 1972, à la suite du voyage de Nixon à Beijing (Pékin), ils décidaient *«d'instaurer des relations pacifiques avec la Chine»*. Le sommet de Bali suivit la débâcle américaine. Une attitude commune se dégageait également à l'égard de l'invasion du Cambodge par les troupes vietnamiennes. Une réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères exigeait le retrait de toutes les forces étrangères du Kampuchéa.

Malgré le caractère limité de la coopération régionale au sein de l'ASEAN, celle-ci n'en est pas moins une force politique qui pèse d'un grand poids par la coordination étroite qui a commencé de s'instaurer entre les pays membres. Elle se caractérise d'une part par le souhait affirmé d'établir des relations avec l'ensemble des pays de la région et d'autre part par son hostilité à toute entreprise vietnamienne qui modifierait l'équilibre entre les pays de la région, ainsi qu'à la pénétration de l'URSS. Dans les circonstances actuelles les relations avec les États-Unis pourraient s'en trouver renforcées. Les résultats du voyage du Premier ministre thaïlandais aux USA le laissent penser : Carter a réaffirmé les principes selon lesquels les États-Unis et les pays signataires du Pacte de Manille de 1954, s'étaient engagés à se concerter et à agir ensemble face à toute agression. Dans l'immédiat le résultat en a été que les USA se sont engagés à des livraisons d'armes d'une valeur de 30 milliards de dollars à la Thaïlande. Loin de servir à l'émancipation des peuples, comme elle le prétend, la massive intervention soviétique là où elle ne soumet pas les peuples à un nouveau joug favorise le maintien d'un contrôle américain, les États-Unis apparaissant à nombre de régimes comme le seul rempart contre la poussée soviétique.

G. CARRAT

le quotidien du peuple

Assurances

LE GAN (rue du Paradis) OCCUPE

Les délégués devant les Référés lundi

Depuis jeudi soir, les employés du GAN occupent les locaux de la rue de Paradis, dans le 10e arrondissement. Alors que la direction avait prédit aux grévistes *«un échec pour le vendredi matin»* quand elle était venue *«constater les faits»*, occupation s'est au contraire renforcée. Lors du vote de jeudi en assemblée générale, 150 personnes s'étaient prononcées pour l'occupation, 103 pour la grève reconductible. Et de fait, vendredi matin, ils se retrouvaient près de 200 dans le hall...

Au GAN, comme dans bien des sociétés d'assurance, une bonne partie du personnel est jeune. *«Les salaires aussi sont jeunes»*, nous disent-ils. *«Il y a un an, c'était 1 800 F brut. Aujourd'hui, ça tourne autour de 2 200. Avec 7 ans de boîte, on arrive tout juste à 2 500 F»*. Les revendications sont celles de toutes les assurances : 2 600 F minimum, 35 heures sans perte de salaire, plus la levée des sanctions contre trois délégués, dont un est menacé de licenciement, après la «séquestration» de la direction...

La direction a tenté, jeudi soir, d'intimider les grévistes. Vers 18 h, ils sont venus, accompagnés d'un huissier : Gaullier, Meudec et Bugot... *«Pendant la discussion, ils ont fait fermer les issues, on était bloqué dans le hall»*. Mais devant la décision prise par les grévistes de rester, la direction a *«confié l'entreprise»* comme elle a dit, aux délégués.

Pour l'heure, on répartit les grévistes pour l'occupation, on réfléchit à l'animation, on essaie d'avoir le maximum d'informations sur les grèves dans les autres centres d'assurances. *«L'information ne circule pas, on est obligé de se débrouiller pour savoir ce qui se passe»*. On sait que l'UAP est toujours occupée, malgré les cadres CGC qui font circuler une pétition dans le quartier, malgré les provocations des fascistes, malgré les poursuites en justice. Aux AGF, à la MGF, à la Préservatrice, au Secours, au GAMF, à la Foncière, à la France..., partout des actions diverses sont en cours, qui vont des débrayages à l'occupation. Mais pour l'instant, les liens sont difficiles.

Ce qui a déclenché l'occupation, c'est visiblement le ras-le-bol devant les formes d'actions proposées jusqu'alors, et surtout ce qu'on appelle ici *«les petites promenades de santé»* lors des journées d'action. Pourtant, la paie de mars risque d'être amputée, puisqu'il y aura à la fois des retenues pour la grève et pour le loyer trimestriel pour tous ceux qui sont logés par le GAN. Cela dit, les employés préfèrent mener une action efficace, autant qu'à faire. C'est pour cela qu'ils se sont opposés au vote proposé par des délégués CGT incluant les non-grévistes, pour savoir si on allait occuper. Une heure et demie de discussions, *«où tout le monde a vidé son sac»* sur les formes de lutte, et où une majorité s'est ralliée à la proposition d'occuper. Une lutte à suivre.

M.C.

SFP : la direction maintient l'essentiel de ses positions

Assemblée générale lundi

Après de très longues heures d'entrevue avec le PDG de la SFP Clermont-Tonnerre, il apparaît que la position de la direction n'a aucunement changé sur le fond de l'affaire, en l'occurence sur le volume des licenciements prévus.

La tactique de la direction semble s'orienter vers l'élaboration de demi-mesures (reclassements de quelques travailleurs), Clermont-Tonnerre tentant par la même occasion de faire discuter les représentants des grévistes un programme pour «changer les habitudes de travail dans la maison», autrement dit pour alourdir les horaires et l'exploitation des employés de la SFP. La position de la direction n'a guère évolué, la grève doit normalement se poursuivre, et donc le programme minimum. Lundi matin à 9 heures, les syndicats rencontraient à nouveau le PDG. A 14 heures, ils rendent compte aux travailleurs en Assemblée générale de l'ensemble des discussions et reprennent le débat sur les perspectives du mouvement.

Rebondissements à la Caisse des Mines de Paris : la CAN transférée... à Longwy ?

Emotion et indignation avenue de Ségur où le personnel de la CAN a appris, vendredi, par RTL et la «chronique» de Philippe Alexandre que son entreprise «gadget de 500 à 600 emplois» complétait une liste de créations d'emplois industriels en Lorraine...

La rédaction de RTL confirmait cette nouvelle dans la matinée, indiquant qu'elle émanait d'une source «autorisée» gouvernementale, ou proche du gouvernement, tout en ajoutant que si ce «transfert» s'effectuait, ce serait «du côté de Longwy». Ainsi le projet de transfert à Lens contre lequel le personnel est mobilisé serait abandonné pour essayer de faire face à la colère des travailleurs de Lorraine !

Un militant CFDT de Longwy, contacté, ne connaissait à cette heure que la promesse de Barre à Messmer de mercredi concernant 1 000 emplois «décentralisés» d'une administration parisienne. Mais différents indices convainquent le personnel de la CAN qu'on le mène en bateau. Il y a eu tout d'abord des lettres de Chirac et de Simone Veil les 6 et 13 février les rassurant sur leur sort : *«Quelle que soit la suite qui lui sera donnée, la solution retenue incluera un règlement satisfaisant de la situation des personnels de la Caisse»* disait la seconde ; puis, il y a quelques jours, un syndicaliste CFDT a appris que la Caisse ne viendrait pas à Lens car le chauffage des locaux serait trop onéreux ! Il y a eu ce comité interministériel d'aménagement du territoire du mardi 20 février, qui a examiné le programme d'équipement des zones minières ; enfin, le directeur de la CAN repoussait depuis plusieurs jours une entrevue avec l'Intersyndicale.

C'est le spectre du licenciement qui planait vendredi sur le rassemblement du personnel devant le siège, organisé à l'occasion d'un débrayage. L'Intersyndicale a lu une motion contre tout transfert dans quelque région que ce soit, et elle a invité le personnel à réfléchir sur les moyens à employer pour s'y opposer en vue de l'Assemblée générale qui devrait se tenir en début de semaine.

Rouen : société des moteurs électriques de Normandie.

TROIS CADRES «RETENUS» PAR LES OUVRIERES

La SMEN, près de Saint-Pierre - de - Varengeville, dans l'agglomération rouennaise, emploie 930 travailleurs, dont une large majorité de femmes (80 %). Elle produit des éléments pour moteurs d'appareils réfrigérants, sur des chaînes, pour un salaire horaire de 13 F. Depuis 10 jours, une vingtaine d'ouvrières du COR - bunding, un secteur clé de l'entreprise, réclament 50 F d'augmentation. Face au refus de la direction, c'est la grève, qui entraîne l'arrêt de deux chaînes de production. Devant les menaces de mise au chômage technique, les 20 ouvrières reprennent le travail le 19 février, au rendement minimum. Mais mercredi 21, l'alimentation des chaînes n'étant plus assurée, la direction répond par la mise au chômage technique de 120 travailleurs. A l'appel des sections CGT et CFDT de l'entreprise, la riposte de l'ensemble des travailleurs est immédiate : elles prennent elles-mêmes la maîtrise des chaînes, rendent une première «visite prolongée» au PDG pour imposer des négociations. Vendredi après-midi, comme elles le disent elles-mêmes, le «ras-le-bol» éclate, le bureau de la direction est investi et trois cadres retenus. Et face au refus de négocier, les travailleurs rétorquent : *«Soit, nous resterons ici pendant tout le week-end, prêtes à négocier»*.

Corr. ROUEN

NANTES : VICTOIRE A L'USP

(Union des Services publics ex-Laving Glaces)

Après la longue lutte victorieuse d'octobre-novembre 1977, de nouveau les ex-Laving Glaces sont rentrés en lutte. Cette fois-ci pour l'expulsion du chantier d'un contremaître fasciste.

Les ouvrières, tellement excédées de ses brimades fascistes et sexistes envers elles, et d'être traitées pire que des bêtes par ce monsieur, ont décidé samedi 17 février de se mettre en grève, illimitée s'il le fallait, jusqu'à satisfaction de la revendication. Le patron n'a pas tardé à céder, devant leur ferme détermination. Il faut dire aussi que la grande grève de deux mois en 1977 a laissé de mauvais souvenirs dans sa tête, surtout devant la volonté de se battre, d'obtenir satisfaction, et aussi la popularisation qui avait été conséquente.

Mardi 20, les ouvrières de l'USP ayant obtenu satisfaction, décidaient en Assemblée générale et avec leur section syndicale CFDT de reprendre le travail pour le lendemain mercredi. Il faut noter aussi que les ex-Laving Glaces avaient un gros atout de leur côté, en dehors de leur lutte victorieuse de 1977. C'était la période de renouvellement du contrat de l'USP, celle-ci étant sous-traitante de la SNCF pour qui elle fait le nettoyage des trains. Il faut remarquer qu'à chaque fois que cette entreprise d'une cinquantaine de personnes s'est mise en grève, (en 1977 contre les licenciements, et aujourd'hui contre la maîtrise

tasciste) les luttes ont toujours été victorieuses.

D'un autre côté, grâce à cet acquis, la réflexion politique se fait jour. Ainsi, le lendemain du 8 février, à Nantes, alors que seules les grosses boîtes de la métallurgie avaient appelé à une nouvelle manifestation contre la répression par les flics la veille, les ouvrières de l'ex-Laving Glaces avaient appelé l'ensemble du personnel à y participer.

Corr. Nantes

• Luttes à Angers : Banques, Carrefour, Thomson...

La grève se poursuit dans les banques : BNP, Crédit Lyonnais, Crédit Mutuel, Société Générale, avec une participation d'environ 40 % des employés. Depuis le début du mouvement, ils ont distribué de nombreux tracts expliquant leurs revendications, afin de sensibiliser la population. En plus des revendications nationales : 35 heures sans diminution de salaire, garantie de l'emploi, abaissement de l'âge de la retraite, 5e semaine de congés payés, leur plate-forme comporte également des revendications locales, tenant aux conditions de travail déplorables. Les employés sont en effet conditionnés par l'informatique : les écrans de visualisation entraînent une fatigue des yeux importante. Ils insistent aussi sur le fait que les effectifs sont insuffisants, et que la mise en place de l'informatique a entraîné une réduction importante des effectifs dans les centres administratifs.

D'autre part, cette semaine, **au supermarché Carrefour**, les employés ont débrayé deux heures pour s'opposer à la prime annuelle de présence proposée par la direction.

A Thomson, c'est contre les mises à pied et les sanctions, contre la menace de chômage partiel (certaines ouvrières ne doivent plus faire que 20 heures par semaine), que les ouvriers ont arrêté le travail une journée.

Corr. ANGERS